CEPS INSTEAD

WORKING PAPERS

La frontière comme ressource dans l'espace urbain globalisé. Une contribution à l'hypothèse de la métropole transfrontalière

Christophe SOHN

Working Paper No 2012-25
Mai 2012

CEPS/INSTEAD Working Papers are intended to make research findings available and stimulate comments and discussion. They have been approved for circulation but are to be considered preliminary. They have not been edited and have not been subject to any peer review.

The views expressed in this paper are those of the author(s) and do not necessarily reflect views of CEPS/INSTEAD. Errors and omissions are the sole responsibility of the author(s).

La frontière comme ressource dans l'espace urbain globalisé
Une contribution à l'hypothèse de la métropole transfrontalière[1]

Christophe Sohn
CEPS/INSTEAD - Luxembourg

Mai 2012

Résumé

Dans un monde urbain globalisé, les métropoles transfrontalières représentent des configurations spatiales emblématiques de l'articulation entre l'espace des flux et l'espace des lieux. La multiplicité des contextes, des formes et des processus à l'œuvre rend toutefois difficile l'identification de ce qui fonde la singularité de l'objet. Dans le dessein de contribuer à cette réflexion conceptuelle, cet article met en avant l'hypothèse selon laquelle la spécificité des métropoles transfrontalières ne découle pas fondamentalement de leur forme ou de la nature de l'intégration transfrontalière à l'œuvre, mais du rôle particulier que jouent les frontières étatiques dans leur formation. La relative ouverture des frontières offre de nouvelles opportunités pour les villes et les régions urbaines frontalières de renforcer leur position au sein des réseaux de l'économie globalisée et d'affirmer leur autonomie en tant qu'entité régionale transfrontalière. S'il n'est pas question de minimiser les effets barrières et les obstacles que génère la présence de frontières, il convient de reconnaître que ces dernières peuvent également représenter des ressources dans la fabrique des régions métropolitaines transfrontalières.

Mots-clés : métropole transfrontalière, globalisation, frontière, intégration, ressource.

[1] Cette recherche a bénéficié du soutien financier du Fonds National de la Recherche (Luxembourg) dans le cadre du projet MetroNet (C09/SR/03).

Introduction

En 1990 paraissait un ouvrage intitulé *When North meets South. Cities, Space and Politics on the US-Mexico Border* (Herzog 1990). S'appuyant sur le cas emblématique de San Diego-Tijuana, l'auteur y élaborait le concept de métropole transfrontalière caractérisant l'émergence d'espaces urbains transfrontaliers en tant que produit particulier de la globalisation. Vingt ans après, sous les effets combinés du renforcement des mécanismes formels d'intégration régionale et de l'avènement d'un régime d'accumulation flexible, le développement d'ensembles urbains transfrontaliers s'est étendu à de nombreuses régions marquées par des spécificités culturelles, des modes d'organisation de la société et des niveaux de développement économique variés. Cette urbanisation des frontières se traduit par une concentration d'industries, d'activités de service et de capitaux et s'accompagne d'un essor des flux transfrontaliers de travailleurs, de biens et d'information engendrant des liens d'interdépendances de nature économique, culturelle ou politique.

En Europe, les recherches menées dans le cadre de l'*European Spatial Planning Observation Network* - ESPON (2007, 2010) ont ainsi mis en évidence près d'une trentaine d'ensembles urbains transfrontaliers, dont onze régions métropolitaines transfrontalières. Parmi les cas emblématiques, on citera ceux de Bâle, Copenhague-Malmö, Genève, Luxembourg, Lille et Strasbourg. Dans la majorité des cas, cette émancipation du fait métropolitain en milieu frontalier a engendré des coopérations transfrontalières visant à étoffer les liens entre voisins et à élaborer de nouveaux modes de gouvernance. Le phénomène d'intégration urbaine transfrontalière se poursuit également en Amérique du Nord, en particulier le long de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique (San Diego-Tijuana, El Paso-Ciudad Juarez,) et cela en dépit du « *rebordering* » sécuritaire qui a fait suite aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 (Andreas et Biersteker 2003). Enfin, la bordure asiatique du Pacifique est également concernée par la formation de régions transfrontalières polarisées par de grandes métropoles, notamment Hong Kong-Shenzhen ainsi que le « triangle de croissance » polarisé par Singapour (Fau 1999, Chen 2005).

Parallèlement à l'essor de ce nouveau régionalisme transfrontalier, les analyses scientifiques attentives aux transformations qui affectent les frontières étatiques et

aux nouvelles relations qui se nouent entre les villes et les régions qui les bordent se sont multipliées. Tout en reconnaissant l'apport de ces travaux sans lesquels cette contribution n'aurait pas lieu d'être, force est de constater que ce n'est pas le concept de métropole transfrontalière en tant qu'objet spécifique qui est généralement interrogé, mais bien davantage les processus d'intégration fonctionnelle (flux et échanges économiques), institutionnelle (gouvernance et coordination des politiques publiques) ou idéelle (construction identitaire et représentations collectives) qui participent à la structuration de ces espaces urbains transfrontaliers (Hinfray 2010, Reitel 2010). Ce faisant, ce sont les phénomènes *dans* la métropole transfrontalière et non pas le phénomène *de* la métropole transfrontalière qui sont examinés. Tout se passe comme si la réalité émergente et multiforme avait débordé un concept resté dans l'ombre des interrogations scientifiques.

Partant de ce constat, l'objet de cet article vise à examiner la pertinence du concept de métropole transfrontalière dans une perspective analytique qui ne repose pas sur l'étude d'un cas particulier mais sur l'analyse théorique de ce qui fonde la singularité du phénomène. Face à un objet foisonnant dont on ne perçoit pas aisément l'ensemble des configurations possibles ni le sens que l'on peut leur donner, l'opportunité de proposer une telle définition peut prêter à discussion. En effet, ne vaut-il pas mieux laisser le champ de la réflexion ouvert afin de ne pas prendre le risque d'exclure certains phénomènes potentiellement intéressants ? Comment, par ailleurs, rendre compte de la variété des configurations et des contextes à partir d'une acception qui vient nécessairement rigidifier la pensée ? Si de tels arguments sont recevables, ils s'accompagnent toutefois d'une limite forte quant à la possibilité de positionner dans un cadre plus large l'objet appréhendé afin d'en expliquer les propriétés fondamentales.

Conscient du caractère inachevé et nécessairement limité propre à la construction d'un objet de connaissance, nous plaidons pour une approche attentive aux logiques de fonctionnement et non à la forme des configurations spatiales ou aux résultats de processus sociaux et politiques. Nous verrons en effet que se focaliser sur la forme des métropoles transfrontalières mène à une double impasse. D'une part, une telle définition ne résiste pas aux épreuves de l'application empirique du fait de la diversité des configurations urbaines de par le monde. D'autre part, fondée sur une approche descriptive, elle n'apporte pas réellement d'explication au phénomène

étudié. Nous montrerons également que s'intéresser aux logiques de fonctionnement des métropoles transfrontalières revient à questionner le rôle des frontières dans le développement des villes et des régions frontalières. Plus précisément, l'hypothèse qui sous-tend cette réflexion est que l'ouverture des frontières représente de nouvelles opportunités pour les espaces urbains frontaliers - en particulier les métropoles - de renforcer leur position au sein des réseaux de l'économie globalisée et d'affirmer leur autonomie en tant qu'entité régionale transfrontalière. Mobilisées par les acteurs (institutions, groupes, intérêts) en tant que rente de position, rente différentielle, lieu d'hybridation ou objet de reconnaissance, les frontières s'apparentent à une ressource. S'il n'est pas question de minimiser les effets barrières et les obstacles que génère la présence de frontières, il convient de reconnaître que ces dernières peuvent également représenter des avantages dans la fabrique des régions métropolitaines transfrontalières.

La première partie de cet article présente les principaux travaux qui interrogent le processus d'intégration des régions urbaines frontalières, et en particulier la figure de la métropole transfrontalière, afin de mettre en évidence les apports mais aussi les limites inhérentes aux approches fondées sur cette notion. Dans la deuxième partie, l'analyse se focalise sur le sens à accorder au concept de métropole transfrontalière, ce qui sous-entend une clarification des mots employés pour le dénommer, un positionnement clair de l'objet dans un cadre conceptuel plus large et un examen des théories capables d'en expliquer la singularité. Enfin, la troisième partie s'attache à montrer en quoi la métropole transfrontalière constitue un lieu privilégié d'activation de la frontière comme une ressource. A la justification théorique de cette hypothèse vient s'ajouter un examen empirique des opportunités que la frontière est susceptible de représenter.

La métropole transfrontalière : un état de l'art critique

La formation d'ensembles urbains transfrontaliers a fait l'objet d'une multitude de travaux qui se distinguent de par la nature des cas de figure analysés et des perspectives théoriques différentes. Sans prétendre à l'exhaustivité, il est possible de distinguer trois types d'approches fondées sur des acceptions différentes de la notion d'intégration. La revue de littérature qui suit se limite aux travaux qui interrogent de

manière explicite ou implicite le sens qu'il convient de donner aux métropoles transfrontalières, quelles que soient leurs formes ou les dynamiques qui en sont à l'origine. Par soucis de clarté, nous emploierons l'expression « métropole transfrontalière » lorsqu'aucune autre dénomination n'a été proposée, sachant que ce concept recouvre des réalités très diverses et que, par la suite, nous reviendrons sur sa définition pour en clarifier le sens.

Une multiplicité de recherches structurées autour de trois grandes approches

Le premier type d'approche regroupe des réflexions qui appréhendent l'émergence de métropoles transfrontalières sur la base de l'intensification des relations économiques et sociales qui s'établissent de part et d'autre d'une frontière. Dans ce registre, les travaux de Herzog mentionnés au début de cet article apparaissent pionniers compte tenu de leur dimension à la fois conceptuelle et empirique. Pour Herzog (1990 : 139), la métropole transfrontalière est une « *urbanized area fused into a single functional spatial domain that trancends the international border* ». Partant du constat de l'urbanisation de certaines régions frontalières qui deviennent ainsi des centres de production et de vie urbaine, l'auteur questionne le rôle changeant des frontières internationales dans le développement et la planification des villes frontalières et analyse la configuration spatiale particulière qui en découle. Considérée naguère comme une zone tampon entre Etats ainsi qu'un frein au développement économique des régions frontalières, la frontière offre désormais « *enormous new opportunities for resource development, production, and urban growth* » (Herzog 2000 : 139). La métropole transfrontalière est appréhendée comme un produit particulier de la globalisation, les flux de travail transfrontaliers et l'industrialisation transnationale (en particulier l'essor des *maquiladoras*) étant à l'origine de relations d'interdépendances sociales, économiques et environnementales enchâssées dans l'espace urbain transfrontalier (Herzog 1991).

Cette analyse, considérée comme fondatrice de l'hypothèse de la métropole transfrontalière, a été suivie par une série de travaux s'inscrivant dans le champ des approches fonctionnelles classiques de l'intégration spatiale. Centrés sur l'examen des flux de biens, de services et de personnes qui s'établissent de part et d'autre d'une frontière, ces travaux partagent généralement un même objectif, à savoir la mise en évidence d'espaces urbains transfrontaliers plus ou moins intégrés d'un point

de vue économique. C'est ainsi qu'en Europe, l'identification des régions métropolitaines transfrontalières est fondée sur l'appréciation des flux de travailleurs transfrontaliers érigés en indicateur clé du « fait géographique transfrontalier » (ESPON 2010). Le fait de considérer l'intégration fonctionnelle comme un critère déterminant dans l'émergence d'entités urbaines transfrontalières n'empêche pas la prise en compte d'autres dimensions de l'intégration, en particulier la nature et l'ampleur des coopérations mises en œuvre (Vandermotten 2007, Reitel 2007, Sohn, Reitel et Walther 2009).

Les travaux qui, de manière explicite ou implicite, adoptent une posture plus critique vis-à-vis de l'hypothèse de la métropole transfrontalière peuvent être regroupés au sein d'un deuxième type d'approche. Dans cette optique, la question centrale est de savoir si les entités économiques de part et d'autres des frontières d'Etats doivent être considérées comme un ensemble urbain unique ou au contraire correspondent à deux entités distinctes bien qu'interconnectées. Dans le but de détailler les arguments développés dans cette approche, deux réflexions particulières sont mobilisées. Dans son ouvrage publié en 2009, Alegria entreprend de reconsidérer la thèse de la métropole transfrontalière élaborée par Herzog. En dépit d'une certaine forme d'intégration économique, l'auteur montre que Tijuana et San Diego sont deux villes différentes, tant dans leur forme urbaine qu'en ce qui concerne les mécanismes qui président à leur développement économique et social, ce qui l'amène à rejeter *in fine* l'hypothèse de la métropole transfrontalière. Ce résultat conduit à une critique du concept d'intégration appréhendé exclusivement à travers l'existence d'interactions, dans la mesure où ces dernières ne se traduisent pas nécessairement par une convergence des éléments mis en relation. La seconde réflexion émane d'une initiative des géographes de Nimègue visant à examiner la signification des villes jumelles frontalières dans un contexte d'ouverture des frontières et de globalisation des échanges. La mobilisation de cas d'études divers et variés et la réunion de perspectives disciplinaires différentes a permis d'interroger la pertinence des concepts habituellement mobilisés pour définir ces formes urbaines liées aux frontières, en particulier la notion de ville binationale (Ehlers, Buursink et Boekema 2001). Définie comme « *those double cities that are divided by a national border, that share a common hinterland and whose inhabitants have a sense of belonging together* » (Buursink 2001 :17), cette notion met l'accent sur l'importance

du sentiment d'appartenance à une communauté imaginaire et le partage d'intérêts communs à la fois du point de vue des habitants et des édiles urbaines. Au-delà de l'existence d'interactions ou de la convergence des formes urbaines mises en relation, c'est donc à travers l'émergence d'une identité collective partagée que l'intégration transfrontalière trouverait son accomplissement. Vu sous cet angle, la ville binationale se révèle être, en réalité, un cas exceptionnel, voire une utopie ; dans la plupart des cas, les différences de part et d'autre de la frontière restent marquées, que ce soit au niveau des paysages urbains, des structures sociales et économiques ou des configurations institutionnelles propres à chaque communauté urbaine (Ehlers, Buursink et Boekema 2001, voir également Reitel 2010).

Le troisième et dernier type d'approche se distingue des deux précédents en ce sens qu'il accorde une attention particulière aux mécanismes d'intégration politique ou institutionnelle. Cette approche qui refuse tout déterminisme économique ou fonctionnel considère les métropoles transfrontalières comme un processus historiquement spécifique de construction politique et sociale. En suivant les réflexions de Perkmann (2003 : 157) « *this implies that a CBR [Cross-Border Region] is not only understood as a functional space, but as a socio-territorial unit equipped with a certain degree of strategic capacity on the basis of certain organizational arrangements* ». L'élaboration d'une vision partagée du développement urbain à venir, la mise en place de mécanismes de gouvernance et de planification, l'affirmation d'un positionnement stratégique à l'échelle de l'ensemble transfrontalier de même que les recompositions territoriales qui en découlent sont au cœur de ces réflexions. L'institutionnalisation de la coopération transfrontalière en Europe à travers la promotion d'outils juridiques et la mise à disposition de moyens financiers visant à concrétiser des projets transfrontaliers (programmes INTERREG) fait que cette approche concerne davantage des métropoles transfrontalières européennes. Dans son analyse des systèmes de gouvernance au sein des agglomérations transfrontalières de Bâle et Strasbourg, Reitel (2006) montre ainsi comment à travers la mise en place d'une gouvernance transfrontalière, les acteurs publics s'engagent dans une réflexion sur un avenir en commun, ce qui passe par l'harmonisation des procédures de planification et la recherche de complémentarités. L'analyse du rôle des acteurs politiques dans la construction d'une métropole transfrontalière ne se limite toutefois pas à l'Europe. Ainsi, dans le cas de Hong

Kong, Shen (2004) souligne le rôle déterminant des autorités étatiques dans le processus d'intégration transfrontalière de la cité-Etat avec la région du Delta de la Rivière des Perles. Pour ce qui est des métropoles transfrontalières nord-américaines, l'intégration « formelle » et les formes de gouvernance mises en place concernent avant tout les acteurs économiques ainsi que des réseaux de politiques publiques et beaucoup plus rarement les autorités locales ou régionales (Scott 1999, Blatter 2004, Brunet-Jailly 2000). Cela dit, même dans ces cas, le régionalisme transfrontalier reste marqué par « *a process of institution-building, agenda setting and strategy definition* » (Scott 2002 : 205).

En définitive, la diversité des acceptions véhiculées par le concept d'intégration nécessite de s'interroger sur sa capacité à constituer un cadre conceptuel pertinent dans le dessein de saisir les caractéristiques essentielles des métropoles transfrontalières, c'est-à-dire à mettre en évidence les logiques de fonctionnement propres à ce type d'espace.

Apports et limites de la notion d'intégration transfrontalière

Le concept d'intégration véhicule une ambivalence fondamentale quant à son interprétation. Depuis les origines de la notion, il y a débat pour savoir s'il convient de mettre en avant l'existence d'interactions (flux, échanges, liens) ou, au contraire, d'insister sur la nécessaire convergence des éléments mis en relation[2]. La principale difficulté vient du fait que les relations entre ces deux formes d'intégration sont loin d'être simples (De Boe *et al*. 1999). D'un côté, une intégration fonctionnelle forte ne s'accompagne pas nécessairement d'une tendance à l'homogénéisation des territoires mis en relation. Au contraire, des flux importants peuvent très bien se nourrir de différentiels forts et même contribuer à les renforcer. Ce point démontré par Decoville *et al.* (2010) pour le cas des métropoles transfrontalières européennes se retrouve également au cœur de l'argumentaire d'Alegria (2009) à l'encontre de l'hypothèse de la métropole transfrontalière. D'un autre côté, la convergence entre des territoires distincts peut aussi bien découler de la présence de flux qui contribuent à lisser les disparités que de l'absence de relations (De Boe *et al*. 1999).

[2] En son temps déjà, Ratzel (1897) dans *Politische Geographie* opère une distinction claire entre deux formes d'intégration, l'une dénommée « organique » et se référant aux flux entre les membres d'un système (social ou spatial) et à la mesure de l'intensité des relations au sein de ce système et l'autre qualifiée de « mécanique » relevant de la structure d'un système et de la mesure de son homogénéité.

Si l'on peut déduire de ces considérations que l'existence d'interactions constitue une condition *sine qua non* pour que l'on puisse parler d'intégration, la manifestation d'une dynamique de convergence territoriale demeure sujette à caution. En appréhendant l'intégration comme un processus et non comme une forme, la convergence apparaît comme une évolution possible, peut-être le résultat le plus abouti bien que contingent d'une profonde et durable mise en relation d'espaces séparés par une frontière. Appliqué au cas des métropoles transfrontalières, le critère de convergence permet de distinguer différents types ou stades d'intégration métropolitaine transfrontalière (Decoville *et al*. 2010). Ainsi, l'absence de convergence souligne l'existence de rapports centre-périphérie, donc de domination ainsi que les inégalités et les déséquilibres à l'œuvre au sein d'un espace donné alors qu'au contraire, un processus d'homogénéisation peut être interprété comme le signe d'une intégration transfrontalière plus avancée, fondée sur une coordination des processus de développement, voire une certaine harmonisation des politiques publiques.

L'adoption d'une vision processuelle de l'intégration nécessite également de préciser le sens qu'il convient d'accorder aux interactions transfrontalières. Sur quelle base, par exemple, peut-on dire que les flux de travail ou les liens industriels transfrontaliers entre San Diego et Tijuana apparaissent suffisamment importants pour être interprétés comme traduisant une forme d'intégration métropolitaine transfrontalière ? Dans la mesure où l'examen empirique de cette question dépasse le cadre de cet article, nous nous contenterons de formuler trois hypothèses de portée générale. Ce qui importe, premièrement, ce n'est pas le niveau des interactions en tant que telles, mais leur importance relative vis-à-vis du système spatial considéré et de son fonctionnement économique, social ou politique. En se référant aux travaux de Martinez (1996), on soulignera qu'un processus d'intégration apparaît significatif dès lors que des relations d'interdépendance s'établissent entre les espaces, les activités et les hommes situés de part et d'autre de la frontière. Selon Alegria (2007), la notion d'interdépendance sous-entend l'idée de détermination réciproque.

Deuxièmement, plus il y a de domaines concernés par des relations transfrontalières, plus l'intégration territoriale peut être considérée comme robuste,

car elle est liée à l'existence d'un faisceau de relations et d'échanges et non pas uniquement à une activité particulière. Loin de se limiter à la seule sphère économique, les interactions qui sous-tendent l'intégration régionale transfrontalière concernent également d'autres flux et transactions comme les migrations, le tourisme, les échanges sociaux et culturels, les liens institutionnels ou les relations de confiance au niveau politique (Väyrynen 2003). La manifestation concrète de ces différentes dimensions de l'intégration reste cependant dépendante des régimes frontaliers en place.

Enfin, ce n'est pas parce qu'il y a des interactions fonctionnelles que celles-ci sont nécessairement partagées entre les acteurs concernés. La motivation des entrepreneurs ou des élus qui sont à l'origine de la mise en relation des espaces séparés par une frontière doit également être prise en compte. Comme le souligne van Houtum (2001), la frontière est un profond marqueur sur le plan des mentalités, et le fait de la traverser est une question d'intention ou de volonté. Cette volonté de coopérer des acteurs qui traduit le partage d'intérêts communs et, dans certains cas, une vision commune quant au développement futur de la région, apparaît toutefois contingente (De Boe *et al*. 1999). D'un côté, l'existence d'échanges économiques, voire de relations d'interdépendances ne s'accompagne pas nécessairement de la mise en place de coopérations transfrontalières à la hauteur des enjeux. Ce point a été abondamment analysé dans le cas des régions transfrontalières nord-américaines où un processus d'interdépendance conduit par les forces économiques n'a pas engendré de coopération significative dans le domaine des politiques publiques, de la planification et du développement urbain. Comme le souligne Sparrow (2002 : 83) dans le cas de San Diego-Tijuana, « *interpersonal relations across this international border are driven by factors of economy not friendship or trust* ». Des constats similaires peuvent également être dressés en Europe. L'exemple du Luxembourg montre qu'une forte intégration fonctionnelle articulée à une intégration institutionnelle limitée peut présenter des avantages pour le centre métropolitain (Sohn, Reitel et Walther 2009, Sohn 2012). D'un autre côté, l'affirmation d'une volonté de coopérer, l'élaboration de coalitions d'acteurs, voire la mise en place d'institutions de coopération entre des villes et des régions frontalières peut exister en dépit de la faiblesse des interactions fonctionnelles transfrontalières. C'est ainsi qu'en Europe centrale, les régions de Vienne (Autriche), Bratislava (Slovaquie),

Brno (République Tchèque) et Györ (Hongrie) coopèrent dans le cadre de CENTROPE dans le but d'élaborer une stratégie de développement métropolitain polycentrique en dépit d'interactions économiques et fonctionnelles encore très faibles. En Amérique du Nord, le long de la côte pacifique, le projet Cascadia constitue un autre exemple de régionalisme transfrontalier qui repose avant tout sur une vision ou un espace mythique (Sparke 2002, Alper 1996).

En définitive, il n'y a pas un modèle d'intégration métropolitaine transfrontalière unique, mais différentes dynamiques et stratégies fortement conditionnées par le contexte géoéconomique, politique et historique. La manière dont les différentes dimensions de l'intégration se manifestent et s'articulent est donc propre à chaque configuration. Cette contingence des processus d'intégration et des formes résultantes induit que cette question ne peut pas être appréciée d'un point de vue théorique mais seulement dans le cadre d'une recherche empirique. Le concept d'intégration, utile pour décrire le développement des métropoles transfrontalières, s'avère en réalité insuffisant pour saisir ce qui fonde leur spécificité propre. Qu'il soit finalement d'ordre fonctionnel, institutionnel ou idéel, qu'il souligne l'existence d'interactions, une logique de convergence territoriale ou le volontarisme des acteurs, le concept d'intégration met en exergue des étapes ou des stades de développement et non le processus de construction à l'œuvre.

Clarification du concept de métropole transfrontalière

Dans le dessein de clarifier le concept de métropole transfrontalière sur la base des logiques qui président à leur fonctionnement, trois aspects nécessitent d'être examinés. Dans un premier temps, il s'agit d'expliciter le sens des mots mobilisés pour rendre compte du phénomène étudié. Par la suite, le positionnement de l'objet d'étude dans un cadre analytique plus large permet de préciser en quoi les métropoles transfrontalières diffèrent vis-à-vis d'autres configurations urbaines. Enfin, la compréhension des spécificités propres aux métropoles transfrontalières sous-entend la mobilisation d'un cadre théorique *ad hoc*.

Le choix des mots

A l'instar d'autres objets spatiaux, l'émergence des métropoles transfrontalières s'accompagne également d'une construction discursive (Mondada 2000). Le choix des mots n'est donc pas neutre ; au contraire, cette action participe pleinement d'une réflexion conceptuelle. Un rapide examen des termes employés met en évidence une grande variété lexicale. A côté de l'expression « *transfrontier metropolis* » popularisée par Herzog (1990, 1991), on citera notamment les dénominations voisines de « *transborder metropolis* » (Bae 2003), « *cross-border metropolitan region* » (Yang 2005), « *cross-border city-region* » (Shen 2004), « *postborder megalopolis* » (Dear et Leclerc 2003), « *binational metropolis* » (Alegria 2009) ou « *binational city* » (Ehlers, Buursink et Boekema 2001)[3]. Que signifie une telle variation lexicale ? Au-delà de la difficulté qu'il y a à penser une réalité géographique émergente et multiforme, on peut y déceler des perspectives analytiques différentes. Ainsi, le concept de « région métropolitaine » et celui de « ville » ne se réfèrent pas à la même échelle géographique, de même que les adjectifs « *transfrontier* », « *cross-border* », « *postborder* » et « *binational* » ne sont pas exactement synonymes et leur emploi respectif évoque des acceptions différentes.

Dans le cadre de cette réflexion, ma préférence va à la dénomination « régions métropolitaines transfrontalières » qui englobe le cas des métropoles transfrontalières, expression certes plus élégante mais qui se réfère à une configuration particulière. Ce choix est significatif d'un changement d'échelle dans l'appréciation du fait urbain, puisque ce sont désormais des configurations urbaines d'envergure régionale qui sont prises en considération et non plus uniquement des villes ou des agglomérations urbaines *stricto sensu* (Sassen 2001). En référence à ce concept, différentes configurations peuvent être distinguées. Il y a tout d'abord le cas des villes de rang mondial caractérisées par la présence d'une mégapole dont l'aire d'influence s'étend au-delà des limites territoriales d'un Etat. Dans ce cas, la dénomination « métropole transfrontalière » convient parfaitement. On distingue également le cas des villes doublons (« *twincities* ») qui forment une conurbation

[3] Les concepts de "*growth triangle*" (Thant, Tang et Kakazu 1994) et de "*regional state*" (Ohmae 1995) renvoient à des réalités géoéconomiques similaires, même si la première dénomination est liée à un contexte régional particulier (le sud-est asiatique) et que la deuxième englobe un ensemble plus vaste de configurations.

transfrontalière elle aussi entourée de son hinterland. Enfin, il y a le cas de régions urbaines polycentriques structurées autour de villes de taille moyenne qui peinent à revendiquer le statut de métropole même si elles sont soumises à des logiques de métropolisation et figurent en bonne place dans les réseaux de l'économie globalisée.

Le choix du terme « transfrontalier» est quant à lui motivé par le fait que l'expression traduit clairement l'existence de relations et d'échanges qui transcendent la frontière. Cette dénomination est préférable à l'adjectif « binational » qui véhicule une ambiguïté sémantique. Une ville binationale renvoie soit à l'idée d'une appartenance de chacune des deux parties qui la composent à des Etats-nations différents (Buursink 2001), soit à la figure d'un territoire bénéficiant d'une souveraineté conjointe à l'image de la vision de Jerusalem en tant que capitale partagée entre deux Etats (Yiftachel et Yacobi 2002)[4]. « *Postborder* » laisse sous-entendre que la frontière aurait été dépassée, ce qui en réalité est loin d'être le cas. Enfin, « transfrontalier » convient mieux que « *transfrontier* » dont le substantif présente également un double sens : « *frontier* » peut en effet se référer à la limite d'un Etat (Prescott 1987) ou à la ligne mouvante d'un front pionnier (Turner 1977), ce qui renvoie à un processus particulier[5].

Les deux éléments clés du concept étant définis, il reste à voir ce que signifie leur juxtaposition. Dans la mesure où l'adjectif transfrontalier qualifie la notion de « région métropolitaine », un examen de ce qui rapproche et de ce qui différencie précisément les régions métropolitaines transfrontalières par rapport à d'autres régions urbaines s'avère nécessaire.

Le positionnement de l'objet dans un cadre conceptuel plus large

S'interroger sur la manière de singulariser les régions métropolitaines transfrontalières nécessite de replacer l'objet étudié dans un contexte plus large, celui d'une globalisation des échanges articulée à un nouveau régionalisme. Ce dernier se traduit notamment par une polarisation urbaine accrue au sein d'ensembles régionaux qui s'émancipent de leur cadre national pour devenir des acteurs économiques et politiques sur la scène globale. Dans la mesure où l'émergence de métropoles

[4] Le qualificatif binational est également problématique dès lors que l'on a affaire à des cas trinationaux (Bâle, Aachen-Liège-Maastricht) ou quadri-nationaux (Luxembourg).
[5] Pour une analyse du concept particulier de « *frontier cities* », voir Lithwick et Gradus (2000).

transfrontalières participe de ce processus, elles sont assimilables à un ensemble plus vaste de configurations urbaines appelées, selon les auteurs, « *global city-regions* » (Scott 2001) ou « régions métropolitaines » (Krätke 2007).

A l'instar des régions métropolitaines, on est en présence de configurations urbaines d'envergure régionale qui représentent des points d'ancrage privilégiés de la globalisation en même temps qu'elles en constituent des éléments moteurs (Scott 2001). Ce rapprochement ne semble toutefois pas aller de soi puisque les régions métropolitaines transfrontalières occupent encore une place marginale dans les études sur les villes et les régions urbaines globales. Plus exactement, leur dimension transfrontalière n'est que rarement soulignée. A cela, deux explications peuvent être avancées. D'un côté, nombre d'études sur la globalisation et les villes globales s'inscrivent dans le paradigme du « *borderless world* » (Ohmae 1990), c'est-à-dire la disparition des frontières d'Etats en tant que ligne de structuration des échanges économiques et culturels. Dans cette perspective qui conçoit les frontières comme des entraves à l'émergence de « régions économiques naturelles », la présence d'une frontière ouverte n'est pas considérée comme un facteur explicatif. D'un autre côté, certains auteurs s'inscrivant en faux contre une vision déterritorialisée de la mondialisation ont relevé l'existence de métropoles transfrontalières même si leurs analyses restent focalisées sur les nœuds centraux de la globalisation. Ceci est notamment le cas de Scott (2008) qui reconnaît l'existence de « *city regions* » transfrontalières et évoque des expériences originales en matière de gouvernance métropolitaine, comme dans le cas de la région Oresund (Danemark-Suède), de Hall et Pain (2006) qui considèrent Hong Kong et le Delta de la Rivière des Perles comme un espace d'intégration économique qui vient compléter de manière originale l'armature des grandes métropoles mondiales ou de Sassen (2006 : 79) qui mentionne le cas particulier des « villes frontalières » en se référant au travail de Herzog.

Ce qui distingue toutefois les métropoles transfrontalières des autres entités urbaines est la présence d'une ou plusieurs frontières d'Etat. Plus exactement, nous avons vu que l'emploi du préfixe « trans » suggère l'existence de relations de proximité à l'échelle locale et régionale qui transcendent les limites territoriales d'un Etat. Lorsqu'elles acquièrent une certaine importance, ces interactions génèrent des interdépendances fonctionnelles et des relations de coopération qui dessinent les

contours de nouvelles entités urbaines régionales. Si la région métropolitaine transfrontalière apparaît en définitive comme une forme particulière de région urbaine globale, c'est avant tout parce qu'elle représente un nœud dans les réseaux globalisés articulé à une interface territoriale entre plusieurs Etats. De par leur ouverture, les frontières représentent un enjeu stratégique pour les villes situées à proximité. Cette singularité pose *in fine* la question du rôle de la frontière dans l'émergence des régions métropolitaines transfrontalières et plus spécifiquement son aptitude à représenter certains avantages.

Le recours à la théorie sur les relations entre villes et frontières

L'urbanisation des régions frontalières et, *a fortiori*, le développement de centres urbains à proximité d'une frontière internationale est une question qui est longtemps restée marginale dans la science en général et la géographie en particulier (Herzog 1990, Saez, Leresche et Bassand 1997, Reitel *et al*. 2002). Il faut dire que les grands centres urbains ne sont que rarement situés à proximité d'une frontière d'Etat et que, dans leur grande majorité, les régions frontalières sont longtemps apparues comme des espaces périphériques marginalisés d'un point de vue économique et social conformément aux théories classiques de la localisation développées par Christaller (1933) ou Lösch (1940).

L'émergence d'une vision renouvelée des frontières où les fonctions de contact et d'échange prennent le pas sur les fonctions de barrière découle d'un double constat. D'un côté, le changement de contexte politique intervenu en Europe occidentale dans la période d'après guerre, l'essor des échanges économiques ainsi que les avancées technologiques dans le domaine des transports et des télécommunications plaident pour une vision des frontières comme interface (Strassoldo 1970, House 1980). De l'autre, les théories économiques classiques et néoclassiques évoquées précédemment apparaissent passablement inadaptées pour comprendre et expliquer les dynamiques propres aux régions frontalières (Hansen 1977, 1981). Cette nouvelle acception des frontières s'accompagne d'un renversement de perspective en ce qui concerne le développement des régions frontalières. S'appuyant sur une analyse empirique des dynamiques frontalières au sein du Rhin supérieur (Alsace, Baden, Bâle), Hansen (1977: 12) suggère que « *In view of these considerations, it may be hypothesized that a stable border, together*

with relatively unimpeded international labor and capital mobility will, on balance, be more advantageous than disadvantageous to a border region ». Par la suite, des recherches menées en Amérique du Nord (Herzog 1990, Martinez 1996, Clement 1997), en Europe (Ratti et Reichman 1993, Saez, Leresche et Bassand 1997, Reitel *et al*. 2002, Sohn 2010) et en Afrique (Bennafla 2002, Piermay 2005, Walther 2007) ont contribué à mettre en avant l'idée que les frontières pouvaient représenter des avantages pour les villes frontalières, leurs activités et leurs habitants, à partir du moment où elles apparaissent ouvertes. Si ces travaux confortent, chacun à leur manière, l'hypothèse de la frontière comme ressource, le fait qu'ils s'inscrivent dans des perspectives différentes et s'intéressent à des cas souvent particuliers ne permet cependant pas de dégager un ensemble structuré d'explications susceptibles d'être mobilisées comme cadre théorique (Yang 2005). C'est donc dans le cadre d'une approche déductive centrée sur un réexamen des fonctions des frontières étatiques que nous allons apprécier en quoi la frontière est susceptible de représenter une ressource pour les régions métropolitaines transfrontalières.

L'hypothèse de la frontière comme ressource

Afin de mener à bien une telle entreprise, il convient de répondre à deux questions essentielles : quels types de ressources la frontière est-elle susceptible de représenter et en quoi cela concerne-t-il les régions métropolitaines transfrontalières. Pour ce faire, nous procèderons en trois étapes. Dans un premier temps, il s'agit de faire le point sur les fonctions élémentaires qui découlent d'une acception « classique » des frontières d'Etat et de proposer un cadre analytique englobant leurs principaux effets. La prise en compte des changements qui affectent le fonctionnement des frontières permet ensuite de souligner les opportunités qu'elles sont susceptibles de représenter. Enfin, la dernière section montre en quoi ces ressources concernent tout particulièrement les régions métropolitaines transfrontalières à travers l'analyse d'exemples concrets.

Les fonctions élémentaires de la frontière : un cadre analytique

Réfléchir aux fonctions d'un objet, c'est interroger son rôle, ses propriétés et les effets qu'il engendre sur son environnement. En s'inspirant des travaux théoriques de

Raffestin (1986) et d'O'Dowd (2003) sur la signification des frontières d'Etats dans le contexte européen, il est possible d'identifier cinq fonctions élémentaires. Comme le précise O'Dowd (2003 : 14), « *these are analytical distinctions to help structure the discussion. In practice, of course, all [functions] are interrelated in complex and often contradictory ways* ».

La première fonction des frontières vise à définir la limite de souveraineté territoriale d'un Etat (Anderson 1996). Cette entreprise de *délimitation* rend du même coup possible la distinction entre un dehors et un dedans, entre ce qui est inclus et ce qui est exclus (Newman et Paasi 1998). Cette logique de *séparation* qui constitue la deuxième fonction a souvent été appréhendée à travers la métaphore de la barrière ; c'est à travers elle que la frontière autorise le contrôle, le filtrage et la protection. La troisième fonction, consubstantielle de la deuxième est la *mise en relation*. Différents aspects sont associés à cette propriété qui considère la frontière comme une interface ou une porte d'entrée : le contact, l'échange, la diffusion, mais aussi la collaboration ou la confrontation. Si les fonctions de séparation et de mise en relation sont toujours potentiellement présentes, c'est la nature et le degré du contrôle exercé aux frontières qui permet de réguler leur activation réciproque (O'Dowd 2003). La quatrième fonction est la *différenciation* (Raffestin 1986). Cette propriété, essentielle dans la mise en ordre du monde, génère des différences (variation de substance) et des différentiels (variation d'intensité) qui peuvent être subis, mais aussi convoités, par les autorités et les populations de part et d'autres des frontières. Enfin, la dernière fonction est l'*affirmation*, en ce sens que la frontière permet la mise en scène d'un pouvoir, mais aussi d'une intention ou d'une identité (Nicol et Minghi 2005). A travers sa dimension symbolique, la frontière est susceptible d'influencer les identités, les valeurs et les préférences. A ce titre, elle peut s'avérer déterminante dans les stratégies de mobilisation et de construction d'une légitimité politique ou territoriale (Blatter 2003).

Les cinq fonctions mises en évidence ont longtemps été l'apanage des institutions étatiques en charge de l'institution des frontières, de leur contrôle et de leur mise en scène. En cela, elles reflètent une acception westphalienne de la frontière d'Etat. De nos jours, consécutivement à la relativisation du rôle de l'Etat, ces fonctions sont sujettes à contestation, soumises à d'incessantes pratiques de contournement et de réinterprétation de la part d'une multitude d'acteurs, dont ceux

impliqués dans la construction des régions métropolitaines transfrontalières. La section qui suit s'attache à mettre en lumière le caractère changeant des frontières et explicite en quoi elles sont susceptibles de représenter des opportunités pour les villes et les régions frontalières.

Les logiques du changement : la frontière entre structure et processus

En tant que processus historique, les frontières sont « *in a perpetual state of becoming and transformation* » (Paasi 2006 : 1-2). Cette vision dynamique qui privilégie l'approche de la frontière comme processus (« *bordering* ») doit toutefois veiller à ne pas négliger les effets de structure (O'Dowd 2010). A côté de leur nature contingente et des changements qui les animent, les frontières d'Etats présentent une résilience remarquable et génèrent des effets durables non négligeables (*ibid*.). Définissant les frontières comme une institution dynamique, Newman (2003) précise l'importance d'analyser les articulations entre les processus émanant des pratiques quotidiennes des agents vivant dans les régions frontalières et le rôle des institutions étatiques.

Appliquées au cadre analytique précédemment évoqué, ces considérations théoriques mettent en lumière quatre logiques qui conduisent à considérer la frontière comme une source d'opportunité. Dans chaque cas, l'opportunité découle de la capacité des acteurs à réinterpréter des fonctions essentielles attribuées aux frontières étatiques dans un contexte de relative ouverture. Premièrement, la frontière peut représenter un avantage comparatif dans la mesure où, en tant que limite de souveraineté qui marque la distinction entre un « dedans » et un « dehors », elle permet d'être en contact avec l'extérieur d'un territoire donné tout en restant à l'abri à l'intérieur. Ce faisant, la frontière génère une *rente de position*. Deuxièmement, la frontière représente un atout dès lors qu'elle permet de valoriser des différentiels, en particulier économiques. Fondée sur la mobilisation de la fonction de différenciation, la frontière constitue une *rente différentielle*. Troisièmement, la frontière représente un *lieu d'hybridation* basé sur la confrontation de différences et le dépassement des contraintes par l'innovation. Enfin, l'activation de la fonction d'affirmation par des acteurs locaux et régionaux qui en réinterprètent le sens en relation avec leurs intérêts propres constitue une quatrième forme de ressource de nature symbolique. Mobilisée comme un *objet de reconnaissance*, la frontière apparaît comme un théâtre autorisant

la mise en scène d'un projet.

Les quatre logiques qui expliquent comment une frontière peut constituer un avantage reposent sur l'articulation entre la fonction de *mise en relation* et trois autres fonctions essentielles des frontières, à savoir la *délimitation*, la *différenciation* et l'*affirmation*. A l'instar des fonctions essentielles, il s'agit de distinctions analytiques qui, dans la réalité, sont susceptibles de se combiner ou de se contredire. Dans la dernière section de cet article, nous nous attachons à préciser la pertinence des logiques à l'œuvre eu égard à l'objet analysé en nous appuyant sur des exemples concrets.

Les régions métropolitaines transfrontalières : lieu d'expression privilégié de la frontière comme ressource

Ayant montré d'une manière générale en quoi les frontières pouvaient représenter un avantage, il nous reste désormais à voir dans quelle mesure cela concerne les régions métropolitaines transfrontalières. Selon van Geenhuizen et Ratti (2001), les avantages qui découlent d'une plus grande ouverture des frontières sont liés à trois facteurs. Il s'agit de la présence d'opportunités pour des interactions, de l'impact limité des effets barrières résiduels et de la capacité des acteurs à faire face à de nouveaux enjeux.

L'application de ces considérations théoriques au cas des régions métropolitaines transfrontalières montre que ces dernières constituent, *a priori*, des lieux privilégiés d'expression de la frontière comme un avantage. Premièrement, compte tenu des activités stratégiques et des fonctions de commandement qu'elles concentrent, les métropoles transfrontalières présentent un nombre élevé de potentiel d'interactions. Deuxièmement, dès lors que l'on a affaire à une entité urbaine d'envergure transfrontalière, cela sous-entend la présence de frontières relativement ouvertes[6] et ce, quel que soit le mode d'intégration transfrontalière à l'œuvre. Enfin, la présence de centres urbains dynamiques d'un point de vue économique et culturel (dimension métropolitaine) et les transferts de compétences opérés dans le cadre des politiques de décentralisation, suggèrent la présence d'acteurs politiques, économiques ou issus de la société civile dotés de réelles compétences stratégiques

[6] L'ouverture est toujours sélective, dans la mesure où certains types de flux ou certaines catégories de personnes sont autorisés à passer la frontière alors que d'autres non.

leur permettant de mobiliser certaines propriétés propres aux frontières afin d'en tirer profit (Le Galès et Harding 1998).

Fort de cette validation théorique, nous pouvons envisager la description des formes que peut prendre la ressource frontalière pour les métropoles transfrontalières en nous basant sur les quatre avantages précédemment mis en exergue.

La frontière comme rente de position

Cette première forme de ressource découle de la valorisation de la fonction de délimitation attribuée à la frontière. A partir du moment où une frontière s'ouvre, les espaces frontaliers présentent un avantage indéniable, celui d'être localisés à proximité du territoire limitrophe. En théorie, cette contiguïté géographique supposerait des coûts de transport réduits ainsi qu'un accès privilégié à des marchés ou des facteurs de production étrangers. En pratique, les infrastructures de transport en zone frontalière s'avèrent souvent déficientes et les opportunités de voisinage (souvent combinés à des différentiels dans les facteurs de coûts, voir *infra*) vont principalement dépendre de l'importance des forces d'agglomération et de la mobilité du travail et des entreprises (Hanson 1998).

Dans le cas des métropoles transfrontalières, cette rente de position frontalière peut générer deux formes d'avantages particuliers. Le premier avantage découle du statut de porte d'entrée (*gateway*) auquel peuvent prétendre certaines villes localisées à proximité d'une frontière. D'un côté, la fonction de porte d'entrée territoriale rend possible la captation de flux internationaux, personnes ou marchandises. De l'autre, la proximité avec des marchés étrangers constitue un atout pour les entreprises exportatrices (Hanson 1996, Niebuhr et Stiller 2002). Le développement économique de Bâle et de Genève constitue à ce titre des cas exemplaires (Ratti 1993 : 249-250). Le deuxième avantage vient de la possibilité qui est offerte au centre métropolitain de délocaliser certaines activités de l'autre côté de la frontière tout en restant suffisamment proche pour pouvoir en bénéficier et, éventuellement y exercer un contrôle. Il s'agit là d'un processus de débordement métropolitain qui conduit tantôt à l'essor d'agglomérations urbaines transfrontalières au sens morphologique du terme, tantôt à une « hinterlandisation ». De tels processus ont notamment été observés dans le cas de villes soumises à des contraintes spatiales particulièrement

drastiques comme Genève ou Singapour et qui cherchent à délocaliser certaines activités grandes consommatrices d'espace de l'autre côté de la frontière (Leresche, Joye et Bassand 1995 ; Sparke *et al*. 2004). En Europe, l'aéroport international Bâle-Mulhouse-Fribourg (EuroAirport) constitue un autre exemple emblématique de valorisation d'une rente de position frontalière puisque, par manque de place côté Suisse, cette infrastructure a été construite par les autorités helvétiques sur des terrains mis à disposition par la France.

La frontière comme rente différentielle

La deuxième forme de ressource repose sur la mobilisation des avantages comparatifs qui découlent des différentiels frontaliers dans les facteurs de coûts (main-d'œuvre, terrains, monnaie, eau) ou des différences dans les régimes fiscaux et réglementaires. Cette opportunité de nature économique, souvent articulée à la rente de position examinée précédemment, constitue la forme la plus connue et peut-être la plus répandue d'avantage conféré à la situation frontalière (voir notamment Lösch 1940). Pour les métropoles transfrontalières, la mobilisation des différentiels mis en exergue par la frontière donne à voir différentes formes d'interactions économiques et sociales.

Fondée sur une division internationale du travail, la localisation d'industries à bas coûts (*tariffs factories*) dans des régions frontalières jouxtant un pôle métropolitain et marquées par des différentiels dans les facteurs de coûts importants constitue un phénomène remarquable d'interactions économiques à l'origine du développement d'espaces urbains transfrontaliers. L'exemple le plus représentatif de cette dynamique transfrontalière est sans conteste localisé sur la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique à travers le développement des *maquiladoras*, ces usines d'assemblages orientées vers l'exportation et implantées à partir des années 1960 dans les villes frontalières mexicaines (Kopinak 2003). Etroitement articulées aux entreprises de services supérieures localisés aux Etats-Unis, ces entreprises à bas coût contribuent à créer au sein des régions métropolitaines transfrontalières comme San Diego-Tijuana et El Paso-Ciudad Juarez un système de « *twin plant* » (Hanson 1996). En Asie du Sud-Est, Hong-Kong et Singapour offrent un autre exemple de division transfrontalière du travail à l'origine d'un processus de régionalisation

économique étroitement articulé à la globalisation (Parsonage 1992, Jessop et Sum 2000, Sparke *et al*. 2004). Suite à la transformation de leurs économies visant à privilégier les activités manufacturières à forte valeur ajoutée ainsi que les services supérieurs, les deux villes-Etats ont entrepris la délocalisation de leurs activités de production grandes consommatrices de main-d'œuvre et d'espace en direction de leurs arrière-pays frontaliers, en particulier la province du Guangdong en Chine méridionale pour Hong Kong, Batam en Indonésie et Johore en Malaisie dans le cas de Singapour.

Dans les différents cas d'intégration économique transfrontalière évoqués précédemment, la constitution de réseaux de production transfrontaliers s'est généralement accompagnée d'un essor du travail frontalier. Compte tenu de la libre circulation des personnes au sein de l'espace Schengen, c'est en Europe que cette activation des différentiels frontaliers à des fins de captation de nouvelles ressources en main-d'œuvre s'avère la plus prégnante. En 2007, on comptait ainsi près de 780 000 travailleurs frontaliers dans l'Union européenne (élargie au Liechtenstein, la Norvège et la Suisse), dont 206 000 navetteurs à destination de la Suisse, principalement vers Bâle et Genève, et 127 000 navetteurs à destination du Luxembourg (MKW Wirtschaftsforschung and Empirica Kft 2009). Pour les pôles métropolitains, la mobilisation des travailleurs frontaliers est particulièrement intéressante puisque qu'ils bénéficient d'une main-d'œuvre souvent qualifiée sans avoir à endosser les coûts de sa reproduction sociale. Par ailleurs, la mobilisation de travailleurs résidant à l'étranger peut faire l'objet de mesures de régulation[7] et en cas de baisse conjoncturelle ou saisonnière de l'activité économique, la situation frontalière permet de licencier sans conséquences sur le taux de chômage national (Sohn, Reitel et Walther 2009).

Enfin, la juxtaposition de différentiels frontaliers articulés à plus grande perméabilité des frontières a également des conséquences au niveau des migrations résidentielles. Dans les régions marquées par de fortes disparités en termes de niveau de vie, comme dans la région de Genève ou entre San Diego et la Basse Californie, on assiste ainsi au développement de stratégies résidentielles basées sur une délocalisation du lieu de résidence en direction du pays limitrophe offrant les prix

[7] A Hong Kong, des mesures de restriction limitent l'entrée des travailleurs en provenance du Delta de la Rivière des Perles (Shen 2004).

immobiliers plus modérés ou des avantages fiscaux. Ces mobilités résidentielles sont à l'origine d'une périurbanisation qui transforme certaines périphéries métropolitaines frontalières en cité dortoir.

La frontière comme lieu d'hybridation

En tant que lieu de confrontation de représentations, d'idées, de valeurs et de codes différents, la frontière, dès lors qu'elle est érigée en zone de contact, peut également représenter une source de stimulation menant à des logiques d'hybridation et d'invention de nouvelles manières de faire et de penser. Contrairement à la logique de la rente différentielle, l'opportunité ne découle pas de l'optimisation des conditions de production et de consommation à des fins de profits mais se fonde sur le dépassement des contraintes à travers la valorisation des différences et des processus d'adaptation et d'apprentissage mutuels négociés à travers des échanges quotidiens (Newman 2003). Dans la mesure où elles modèlent les habitudes et les conventions qui coordonnent les relations entre acteurs, ces logiques d'hybridation participent au développement des « *untradable interdependencies* » (Storper 1997), facteur déterminant dans la compétitivité des régions.

Parce qu'elles sont des lieux de concentration et de diversité sociale et culturelle, les villes et singulièrement les métropoles transfrontalières apparaissent comme des espaces privilégiés de manifestation de logiques d'hybridation (Arbaret-Schulz *et al*. 2004, Piermay 2005). De telles logiques sont susceptibles d'intervenir dans une multitude de registres d'actions. En guise d'exemples, on citera le processus d'hybridation culturelle à l'œuvre dans les régions frontalières du Mexique et des Etats-Unis et qui se traduit notamment par l'apparition du « *Spanglish* », une langue bâtarde mêlant l'espagnol à l'anglais (Dear et Burridge 2005) ainsi que par des productions artistiques « post-frontalières » (Dear et Leclerc 2003).

Dans un tout autre domaine, l'intensification des coopérations transfrontalières dans le domaine du développement urbain et de la planification territoriale participe également d'une logique d'hybridation institutionnelle, puisque la confrontation dans la longue durée de normes d'urbanisme, de procédures d'aménagement et plus largement de systèmes juridiques et de « cultures administratives » différentes donne finalement lieu à la mise en place de pratiques et de règles innovantes. Aussi bien

dans le cas de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai que pour le projet d'agglomération franco-valdo-genevois ou l'Eurodistrict trinational de Bâle, la complexité territoriale et ses contraintes incite les acteurs à développer une intelligence territoriale particulière basée sur l'apprentissage mutuel et l'innovation institutionnelle (Nelles et Durand 2012, Reitel 2006). En ce sens, la frontière constitue un lieu de réinvention du politique (Reitel *et al*. 2002).

La frontière comme objet de reconnaissance

Enfin, la frontière est également mise à profit en vue d'une meilleure reconnaissance des métropoles transfrontalières comme des espaces remarquables. Cet aspect, moins connu, met en scène la propriété d'affirmation de la frontière. Longtemps restée l'apanage des Etats qui l'ont mobilisée pour mettre en scène leur pouvoir ou leurs desseins, cette fonction était étroitement articulée avec les propriétés de différenciation et de séparation. Suite à la relativisation du rôle de l'Etat et aux recompositions des frontières, la propriété d'affirmation est désormais investie par d'autres acteurs, notamment ceux qui œuvrent à l'élaboration d'un projet territorial transfrontalier.

La mobilisation de la frontière comme objet de reconnaissance permet, en premier lieu, d'afficher le caractère multiculturel de la métropole et les possibilités que cette richesse représente dans un contexte de compétition mondiale pour attirer les entreprises internationales et les travailleurs qualifiés. La présence de la frontière constitue un levier susceptible de renforcer le caractère international d'un espace dans le cadre d'une stratégie de marketing territorial. Dans ce processus, c'est bien la fonction d'affirmation de la frontière qui est mobilisée, non plus pour mettre en scène des différences nationales, mais au contraire, pour valoriser une certaine identité territoriale. Cette ressource symbolique a été mobilisée en Europe par certaines régions métropolitaines transfrontalières à travers la promotion de grands équipements emblématiques. La région transfrontalière de l'Oresund (Danemark-Suède) met ainsi systématiquement en avant le pont qui relie Copenhague à Malmö dans ses supports de communication (Hospers 2006). Dans un autre registre, des villes comme Bâle et Luxembourg mettent en scène des événements transfrontaliers dans le dessein d'accroître leur visibilité et leur caractère

international (respectivement l'*Internationale Bauaustellung* « IBA Basel 2020 » et « Luxembourg et la Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007 »).

En second lieu, la reconnaissance qu'apporte un contexte transfrontalier peut aussi être de nature politique. Lorsqu'elles sont placées en situation frontalière, les collectivités locales ou régionales sont souvent négligées au sein de leur système institutionnel national. Il s'agit là d'une pesanteur liée à la marginalisation des espaces frontaliers par les politiques étatiques au cours de l'histoire. Avec l'ouverture des frontières, la situation frontalière permet aux acteurs locaux concernés d'espérer un gain d'autonomie par le jeu de coopérations et d'alliances qui transcendent les clivages institutionnels et territoriaux. Un des enjeux principaux semble être l'accès à des interlocuteurs autres que ceux imposés par les cadres nationaux. Pour les acteurs périphériques, la frontière leur confère un rôle souvent plus important que ce que leur niveau institutionnel laisserait augurer. Dans cette quête de reconnaissance politique, les ressources financières que la coopération transfrontalière permet de mobiliser dans certains contextes (Programme INTERREG en Europe) constituent sans nul doute une motivation forte, de même que les retombées positives en termes d'image.

Conclusion

Dans un monde urbain globalisé, les régions métropolitaines transfrontalières représentent des configurations spatiales emblématiques de l'articulation entre l'espace des flux et l'espace des lieux. La multiplicité des contextes, des formes et des processus à l'œuvre rend toutefois difficile l'identification de ce qui fonde la singularité de l'objet. Dans le dessein de contribuer à cette réflexion conceptuelle, cet article a mis en avant l'hypothèse selon laquelle la spécificité des métropoles transfrontalières ne découle pas fondamentalement de leur forme ou de la nature de l'intégration transfrontalière à l'œuvre, mais du rôle particulier que jouent les frontières étatiques dans leur formation. Plus précisément, la relative ouverture des frontières offre de nouvelles opportunités pour les villes et les régions urbaines frontalières de renforcer leur position au sein des réseaux de l'économie globalisée et d'affirmer leur autonomie en tant qu'entité régionale transfrontalière. La mobilisation de la frontière comme ressource ne découle pas automatiquement de l'abolition de certaines barrières frontalières. Il s'agit, au contraire, d'un processus construit dans

une optique de développement et dont les modalités d'activation demeurent contingentes. Les ressources liées à la présence de la frontière n'existent pas en tant que telles ; elles endossent la valeur que leur attribuent les transactions transfrontalières dans le cadre d'un régime d'économie politique donné.

Ce sont fondamentalement les acteurs qui transforment les opportunités offertes par le contexte frontalier en ressource pour leur activité ou leur projet. Tous les acteurs ne sont toutefois pas capables de tirer profit des opportunités d'interaction qu'offre l'ouverture, même relative, des frontières. Pour cela, il faut disposer de compétences stratégiques permettant de transformer un avantage potentiel en ressource. A la suite de la relativisation du rôle de l'Etat dans la régulation de l'ordre économique et politique, les villes et surtout les métropoles se voient conférer une place déterminante en tant qu'acteur politique, social et économique. Cela ne signifie pas pour autant que les Etats n'interviennent plus dans le destin des régions frontalières. C'est ainsi toujours eux qui déterminent certains paramètres clés des différentiels frontaliers, notamment en matière de fiscalité, de droit du travail et, bien sûr, d'immigration. En Europe, ce sont également les Etats, en particulier la France, l'Allemagne et la Suisse, qui promeuvent la formation de métropoles transfrontalières aux marges de leur territoire en leur accordant soutien financier et reconnaissance symbolique. Enfin, dans certains cas, la mobilisation des opportunités qu'offre la frontière échappe en partie aux autorités publiques, qu'elles soient locales, régionales ou nationales, pour se retrouver dans les mains des firmes transnationales et des élites urbaines qui les soutiennent.

La possibilité de valoriser la frontière en tant qu'avantage comparatif ne signifie pas pour autant qu'il n'y a plus d'inconvénient à être localisé à sa proximité ou que tous les contextes frontaliers sont favorables à son activation comme ressource. La sécurisation des frontières nord-américaines post 9/11 et ses effets négatifs sur certains types de flux et d'échanges transfrontaliers illustre de manière magistrale le caractère réversible des tendances de *debordering* au profit d'un *rebordering*. Même dans les cas où les frontières se sont largement ouvertes favorisant ainsi toutes sortes d'échanges, comme c'est le cas en Europe, ces dernières demeurent encore des limites particulièrement signifiantes d'un point de vue politique et social, mais aussi économique (O'Dowd 2010). La frontière représente toujours à la fois une opportunité et une contrainte. Elle constitue de ce fait non

seulement un enjeu, mais également une source de tension et de luttes. La vision « positive » qui se dégage de l'idée de la frontière comme ressource ne doit ainsi pas masquer le fait qu'une telle opportunité ne profite pas nécessairement à l'ensemble des acteurs et des habitants des régions métropolitaines transfrontalières. Bien souvent la frontalière nourrit un processus de développement inégal qui bénéficie davantage à un côté de la frontière qu'à l'autre. Dans leur analyse de l'intégration de la région El Paso-Ciudad Juarez dans les circuits de la globalisation en tant que centre de production manufacturier, Staudt, Fuentes, et Monárrez Fragoso (2010) lèvent le voile sur la face cachée de cette métropole transfrontalière. Les conditions de vie désastreuses des travailleurs migrants pauvres, le non respect de leurs droits civiques ainsi que les dynamiques de ségrégation urbaine contribuent à reproduire une région urbaine certes fonctionnellement intégrée d'un point de vue économique, mais pétrie d'inégalités et de lignes de fracture tant politiques que sociales ou économiques. Loin de représenter un exemple emblématique de l'avènement d'un monde sans frontières, la figure de la métropole transfrontalière émerge avant toute chose de la transformation des frontières d'Etats (et non leur disparition) et s'accompagne de recompositions territoriales qui contribuent à en créer de nouvelles (voir notamment Sparke *et al.* 2004).

Ce constat nous amène finalement à nous interroger plus largement sur les conséquences de la mobilisation des différents types d'avantage qu'offre la frontière sur la formation de configurations urbaines transfrontalières. Plus exactement, la question est de savoir dans quelle mesure l'activation d'une ressource donnée peut être mise en relation avec un type d'intégration transfrontalière particulier. Sur un plan théorique, deux articulations privilégiées peuvent être esquissées selon que la ressource se fonde sur un « modèle économique » ou sur un « projet territorial ». Dans le premier cas de figure où la ressource repose sur la mobilisation de rentes de position ou de différentiels dans les facteurs de coûts, la pérennité du modèle économique sous-entend l'idée d'une reproduction de la frontière en tant que source de revenu. En fonction de l'importance des avantages comparatifs pour l'économie régionale, les intérêts liés à son maintien peuvent aller à l'encontre d'une intégration politique plus poussée (Anderson et Wever 2003, Sohn, Reitel et Walther 2009). Fondé sur des rapports de type centre-périphérie, ce type de régime frontalier s'accompagne généralement d'une forte division fonctionnelle et sociale de l'espace

à l'opposé d'une dynamique de convergence territoriale (Decoville *et al.* 2010). Dans le second cas de figure où la ressource est basée sur des logiques d'hybridation ou de reconnaissance, une forme de dépassement de la frontière est à l'œuvre. Ce faisant, la mobilisation de ces ressources se prête davantage à la mise en œuvre d'un projet de territoire transfrontalier fondé sur la convergence des parties intégrées. A condition que les intentions dépassent le cadre d'une simple opération de marketing territorial, cette forme d'intégration semble *a priori* plus robuste car elle repose sur des relations de confiance entre acteurs locaux et sur une territorialité qui transcende la frontière. Mais même dans les cas où de telles logiques sont sous-tendues par des coopérations politiques ancrées dans la durée, la construction de la métropole transfrontalière reste une entreprise fragile soumise aux aléas d'une économie politique marquée par l'articulation d'intérêts locaux, nationaux et globaux.

Note

Des versions antérieures de cet article ont été présentées à la conférence annuelle de l'*Association of American Geographers* (AAG) du 14 au 18 April 2010 à Washington D.C. ainsi que lors de la conférence *Border Regions in Transition* (BRIT) XI du 6 au 9 septembre 2011 à Genève/Grenoble. L'auteur remercie Antoine Decoville, Frédéric Durand, Bernard Reitel et Olivier Walther pour leurs suggestions et commentaires.

Bibliographie

Alegría, T. (2007) Débat sur la métropole transfrontalière : une remise en cause à partir du cas Tijuana/San Diego, *Cahiers des Amériques Latines*, 65, pp. 63-82.

Alegría, T. (2009) *Metrópolis transfronteriza. Revisión de la hipótesis y evidencias de Tijuana, México y San Diego, Estados Unidos*. Mexico: Porrula Miguel Angel.

Alper, D.K. (1996) The idea of Cascadia: Emergent Transborder Regionalism in the Pacific Northwest-Western Canada, *Journal of Borderland Scholars*, 11(2), pp. 1-22.

Anderson, J., Wever, E. (2003) Borders, Border Regions and Economic Integration: One World, Ready or Not, *Journal of Borderlands Studies*, 18(1), pp. 27-38.

Anderson, M. (1996) *Frontiers: Territory and State Formation in the Modern World*. Cambridge: Polity Press.

Andreas, P., Biersteker, T.J. (Eds) (2003) *The rebordering of North America: integration and exclusion in a new security context*. New York: Routledge.

Arbaret-Schulz, C., Beyer, A., Piermay, J.-L., Reitel, B., Selimanovski, C., Sohn, C., Zander, P. (2004) La frontière, un objet spatial en mutation, *EspacesTemps.net*. http://espacestemps.net/document842.html.

Bae, C.-H. C. (2003) Tijuana-San Diego: Globalization and the transborder metropolis, *The Annals of Regional Science*, 37, pp. 463-477.

Bennafla, K. (2002) *Le commerce frontalier en Afrique contemporaine.* Paris : Karthala.

Blatter, J. (2003) Beyond hierarchies and networks: institutional logics and change in transboundary spaces, *Governance*, 16(4), pp. 503-526.

Blatter, J. (2004) From spaces of Places' to 'Spaces of Flows'? Territorial and Functional Governance in Cross-Border Regions in Europe and North America, *International Journal of Urban and Regional Research* 28(3), pp. 530-548.

Brunet-Jailly, E. (2000) Globalization, integration, and cross-border relations in the metropolitan area of Detroit (USA) and Windsor (Canada),*International Journal of Economic Development* 2(3), pp. 379-401.

Buursink, J. (2001) The binational reality of border-crossing cities, *GeoJournal*, 54-1, pp. 7-19.

Chen, X. (2005) *As Borders Bend. Transnational Spaces on the Pacific Rim*. Lanham: Rowman& Littlefield.

Christaller, W. (1933) *Die zentrale Orte in Süddeutschland*. Jena: Gustav Fischer.

Clement, N.C. (1997) The changing economics of international borders and border regions, in: P. Gangster, A. Sweedler, J. Scott and W. Dieter-Eberwein (Eds) *Borders and Border Regions in Europe and North America*, pp. 47-63. San Diego: San Diego State University Press and Institute for Regional Studies of the Californias.

De Boe, P., Grasland, C., Healy, A. (1999) *Spatial integration*. Study Programme on European Spatial Planning, Final report 1.4.

Dear, M., Burridge, A. (2005) Cultural integration and hybridization at the United States-Mexico borderlands, *Cahiers de Géographie du Québec* 49(138), pp. 301–318.

Dear, M., Leclerc, G. (2003) *Postborder city. Cultural spaces of Bajalta*. London: Routledge.

Decoville, A., Durand, F., Sohn, C., Walther O. (2010) Spatial integration in European cross-border metropolitan regions: A comparative approach. Working Paper 2010-40. CEPS/INSTEAD.

Ehlers, N., Buursink, J., Boekema, F. (2001) Introduction: Binational cities and their regions: From diverging cases to a common research agenda, *GeoJournal*, 54-1, pp.1-5.

ESPON (2007) *Study ou Urban Functions 1.4.3.*Luxembourg: ESPON.

ESPON (2010) *Metroborder. Cross-Border Polycentric Metropolitan Regions*. Final Report. Luxembourg: ESPON.

Fau, N. (1999) Hong-Kong et Singapour, des métropoles transfrontalières, *L'Espace Géographique*, 3, pp. 241-255.

Hall, P., Pain, K. (Eds) (2006) *The polycentric metropolis. Learning from mega-city regions in Europe*. London: Earthscan.

Hansen, N. (1977) Border regions: a critique of spatial theory and a European case study, *The Annals of Regional Science*, 11(1), pp. 1-14.

Hansen, N. (1981) *The Border Economy*. Austin: University of Texas Press.

Hanson, G.H. (1996) Economic integration, industry trade and frontier regions, *European Economic Review* 40(3-5), pp.941-949.

Hanson, G.H. (1998) Regional adjustment to trade liberalisation, *Regional Science and Urban Economics* 28, pp. 419-444.

Herzog, L.A. (1990) *Where North meets South. Cities, space and politics on the U.S.-Mexico Border*. Austin: Center for Mexican American Studies, University of Texas.

Herzog, L.A. (1991) Cross-national Urban Structure in the Era of Global Cities: The US-Mexican Transfrontier Metropolis, *Urban Studies*, 28(4), pp.519-533.

Herzog, L.A. (2000) Cross-Border Planning and Cooperation, in: P. Ganster (ed.)*The U.S.-Mexican Border Environment: A Road Map to a Sustainable 2020*, pp. 139-161. SCERP Monograph Series, No. 1.San Diego: San Diego State University Press.

Hinfray, N. (2010) *Les espaces transfrontaliers, nouveaux territoires de projet, nouveaux pôles de développement au sein d'une Europe polycentrique* ?Thèse de doctorat non publiée, Tours: Université François Rabelais.

Hospers, G.J. (2006) Borders, bridges and branding: the transformation of the Oresund Region into an imagined space, *European Planning Studies* 14(8), pp. 1015–1033.

House, J.W. (1980) The Frontier Zone: A Conceptual Problem for Policy Makers, *International Political Science Review*, 1(4), pp. 456-477.

Jessop, B., Sum, N.L. (2000) An Entrepreneurial City in Action: Hong Kong's Emerging Strategies in and for (Inter)Urban Competition, *Urban Studies*, 37(12), pp. 2287-2313.

Kopinak, K. (2003) Maquiladora industrialization of the Baja California peninsula: The coexistence of the thick and thin globalization with economic regionalism, *International Journal of Urban and Regional Research*, 27(2), pp. 319-336.

Krätke, S. (2007) Metropolisation of the European economic territory as a consequence of increasing specialization of urban agglomeration in the knowledge economy, *European Planning Studies*, 15(1), pp. 1-27.

Le Galès, P., Harding, A. (1998) Cities and States in Europe, *West European Politics*, 21(3), pp.120-145.

Leresche, J.-P., Joye, D., Bassand, M. (1995) *Métropolisations: interdépendances mondiales et implications lémaniques*. Geneva: Georg.

Lithwick, H., Gradus, Y. (Eds) (2000) *Developing Frontier Cities. Global Perspectives - Regional Contexts*. Dordrecht: Kluwer Academic Publishers.

Lösch, A. (1940) *Die raümliche Ordnung der Wirtschaft*. Jena: G. Fischer.

Martínez, O. (1996) *Border People*. Tucson: University of Arizona Press.

MKW Wirtschaftsforschung and Empirica Kft (2009) *Scientific report on the mobility of cross-border workers within the EU-27/EEA/EFTA countries*. Final report.

Mondada, L. (2000) *Décrire la ville. La construction des savoirs urbains dans l'interaction et dans le texte*. Paris : Anthropos.

Nelles, J., Durand, F. (2012) Political rescaling and metropolitan governance in cross-border regions: comparing the cross-border metropolitan areas of Lille and Luxembourg, *European Urban and Regional Studies*, Online version,

http://eur.sagepub.com/content/early/2012/02/20/0969776411431103.

Newman, D. (2003) On Borders and Power: A Theoretical Framework, *Journal of Borderlands Studies*, 18(1), pp. 13-25.

Newman, D. Paasi A. (1998) Fences and neighbours in the postmodern world: boundary narratives in political geography, *Progress in Human Geography*, 22(2), pp. 186-207.

Nicol, H.N., Minghi, J. (2005) The continuing relevance of borders in contemporary contexts, *Geopolitics*, 10, pp. 680–687.

Niebuhr, A., Stiller, S. (2002) *Integration Effects in Border Regions – A Survey of Economic Theory and Empirical Studies*. Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv (HWWA) Discussion Paper. Hamburg Institute of International Economics.

Ohmae, K. (1990) *The borderless world: power and strategy in the interlinked economy*. London: HarperCollins.

Ohmae, K. (1995) *The end of the nation-state: the rise of regional economies*. London: HarperCollins.

O'Dowd, L. (2003) The changing significance of European Borders, in: J. Anderson, L. O'Dowd, T. Wilson (Eds) *New borders for a changing Europe*, pp. 13-36. London: Frank Cass.

O'Dowd, L. (2010) From a 'borderless world' to a 'world of borders': 'bringing history back in', *Environment and Planning D: Society and Space*, 28, pp.1031-1050.

Paasi, A. (2006) Boundaries studies and the problem of contextuality, Paper presented at the Linea Terrarum – International Border Conference, El paso, Ciudad Juarez and Las Cruces, 27-30 March. Copy available from the author, Department of geography, University of Oulu.

Parsonage, J. (1992) Southeast Asia's 'growth triangle': a subregional response to global transformation, *International Journal of Urban and Regional Research*, 16(2), pp. 307-317.

Perkmann, M. (2003) Cross-border regions in Europe. Significance and drivers of regional cross-border co-operation, *European Urban and Regional Studies*, 10(2), pp. 153-171.

Piermay, J.-L. (2005) La frontière et ses ressources: regards croisés, in: B. Antheaume, F. Giraut (Eds) *Le territoire est mort. Vive les territoires*, pp. 203-221. Paris: IRD Editions.

Prescott, J.R.V. (1987) *Political Frontiers and Boundaries*. London: Unwin Hyman.

Raffestin, C. (1986) Eléments pour une théorie de la frontière, *Diogène*, 134, pp. 3-21.

Ratti, R. (1993) Spatial and Economic Effects of Frontiers: Overview of traditional and New Approaches and Theories of Border Area Development, in: R. Ratti, S. Reichman (Eds) *Theory and Practice of Transborder Cooperation*, pp. 23-53. Basel and Frankfurt am Main: Verlag Helbing&Lichtenhahn.

Ratti, R., Reichman, S. (Eds) (1993) *Theory and Practice of Transborder Cooperation*. Basel and Frankfurt am Main: Verlag Helbing&Lichtenhahn.

Ratzel, F. (1897) *PolitischeGeographie*. Munich: Oldenburg.

Reitel, B., Zander, P., Piermay, J.-L., Renard, J.-P. (Eds) (2002) *Villes et frontières*. Paris : Anthropos.

Reitel, B. (2006) Governance in cross-border agglomerations in Europe – the examples of Basel and Strasbourg, *Europa Regional*, 14(1), pp. 9-21.

Reitel, B. (2007) Les agglomérations transfrontalières : des systèmes urbains en voie d'intégration ? Les espaces urbains de la « frontière » du territoire français, *Geographica Helvetica*, 1(7), pp. 5-15.

Reitel, B. (2010) *Villes et frontières. Un jeu de construction de territoires. Bâle, Berlin, Strasbourg*. Habilitation à Diriger des Recherches. Nanterre: Université de Paris Ouest-Nanterre-La Défense.

Saez, G., Leresche, J.-P., Bassand, M. (Eds) (1997) *Gouvernance métropolitaine et transfrontalière*. Paris: L'Harmattan.

Sassen, S. (2001) Global Cities and Global City-Regions: A comparison, in: A.J. Scott (Ed.), *Global City-Regions. Trends, Theory, Policy*, pp. 78-95. Oxford: Oxford University Press.

Sassen, S. (2006) *Cities in a World Economy*. 3rd Edition, Thousand Oaks: Pine Forge Press.

Scott, A.J. (2008) Resurgent Metropolis: Economy, Society and Urbanization in an Interconnected World, *International Journal of Urban and Regional Research*, 32(3), pp. 548–64.

Scott, A.J. (Ed.) (2001) *Global City-Regions. Trends, Theory, Policy*. Oxford: Oxford University Press.

Scott, J.W. (1999) European and North American contexts for cross-border regionalism. *Regional Studies*, 33(7), pp. 605-17.

Scott, J.W. (2002) A networked space of meaning ?Spatial politics as geostrategies of European integration, *Space and Polity*, 6, pp. 147-167.

Shen, J. (2004) Cross-border urban governance in Hong Kong: The role of State in a globalizing city-region, *The Professional Geographer*, 56(4), pp. 530-543.

Sparrow, G. (2001) San Diego-Tijuana: Not quite a binational city or region, *GeoJournal*, 54(1), pp. 73-83.

Sparke, M. (2002) Not a state, but more than a state of mind: cascading cascadias and the geoeconomics of crossborder regionalism, in M. Perkmann and N.L. Sum (eds) *Globalization, regionalization and cross-border regions*, pp. 212–240. London: Palgrave.

Sparke, M., Sidaway, J.D., Bunnell, T., Grundy-Warr, C. (2004) Triangulating the borderless world: geographies of power in the Indonesia-Malaysia-Singapore Growth Triangle, *Trans Inst Br Geogr*, 29, pp. 485-498.

Sohn, C., Reitel, B., Walther, O. (2009) Metropolitan cross-border integration in Europe: the case of Luxembourg, Basel and Geneva, *Environment and Planning C*, 27, pp. 922-939.

Sohn, C. (2010) El papel ambivalente de las fronteras en la construcción de la metrópolis transfronterizas en Europa. El caso de Basilea, Ginebra y Luxemburgo, *Documents d'Anàlisi Geogràfica* 56(1), pp. 167–184.

Sohn, C. (Ed.) (2012) *Luxembourg. An Emerging Cross-border Metropolitan Region*. Brussels: PIE Peter Lang.

Staudt, K., Fuentes, C. and Monarrez Fragoso, J.E. (2010) *Cities and citizenship at the U.S.-Mexico border. The Paso del Norte metropolitan region*. New York: Palgrave Macmillan.

Storper, M. (1997) *The regional world: territorial development in a global economy*. New York: Guilford Press.

Strassoldo, R. (1970) *From barrier to junction: towards a sociological theory of borders*. Gorizia: ISIG.

Thant, M., Tang, M. and Kakazu, H. (Eds) (1994) *Growth triangles in Asia: a new approach to regional economic cooperation.* Hong Kong: Oxford University Press and ADB.

Turner, F.J. (1977). *The Frontier in American History*, (1920). Franklin Center: the Franklin Library.

Vandermotten, C. (2007) Les aires urbaines transfrontalières en Europe, *Mosella* 32(1–4), pp. 13–23.

Van Geenhuizen, M., Ratti, R. (Eds) (2001) *Gaining advantage from open borders. An active space approach to regional development*. Aldershot: Ashgate.

Van Houtoum, H. (2001) The Determinants of Cross-Border Economic relations. The Case of The Netherlands and Belgium, in: M.Van Geenhuizen, R. Ratti (Eds) *Gaining advantage from open borders. An active space approach to regional development*, pp. 123-145. Aldershot: Ashgate.

Väyrynen, R. (2003) Regionalism: Old and New, *International Studies Review*, 5, pp.25-51.

Walther, O. (2007) Affaires de patrons. Villes et commerce transfrontalier au Sahel. Berne : Peter Lang.

Yang, C. (2005) An emerging cross-boundary metropolis in China. Hong Kong and Shenzhen under 'Two Systems', *International Development Planning Review*, 27(2), pp. 195-225.

Yiftachel, O, Yacobi, H. (2002) Planning a bi-national capital: should Jerusalem remain united? *Geoforum* 33, pp. 137-145.

CEPS
INSTEAD

3, avenue de la Fonte
L-4364 Esch-sur-Alzette
Tél.: +352 58.58.55-801
www.ceps.lu